cas, je crois que le programme d'encouragement a fonctionné aussi bien que dans tout autre projet. On nous a expliqué qu'il n'existe pas de raison pour laquelle nous aurions dû verser cette subvention car ces gens étaient en mesure de financer eux-mêmes ce projet, mais je ne m'oppose pas à cette mesure. Nous n'avons fait qu'aider une industrie secondaire à transformer un produit qui se trouvait déjà sur place.

● (12.40 p.m.)

En tant que provincialiste—et même, je suppose, en tant que nationaliste—comment le ministre peut-il justifier la décision d'accorder, à deux reprises, le montant maximal de la subvention à la société américaine Texas Gulf en Ontario?

Une voix: C'est une honte!

M. Peters: Cette entreprise a plus d'argent que le gouvernement du Canada. Si elle voulait l'acheter, elle le pourrait—c'est même ce qu'elle est en train de faire, avec notre aide financière. Le gouvernement de l'Ontario a décidé, un peu tardivement, que la fonderie serait établie au Canada, un point c'est tout. Il n'est pas allé jusqu'à dire qu'on allait l'installer au Canada mais quiconque sait encore se servir de sa tête ne voit pas la nécessité de la transporter au Manitoba—à moins que cette province ne soit aussi prête à accorder une énorme subvention. Nous allions donc avoir cette fonderie au Canada parce qu'ils ont adopté une loi disant «ou vous la construisez au Canada ou vous ne la construisez pas du tout. C'est notre minerai et nous décidons ce que bon nous semble.»

Nous aurions pu employer l'argent à d'autres fins, monsieur l'Orateur. Cette société n'en a pas besoin. Une fonderie n'est évidemment pas une mine, ni une ressource non plus mais il y a assurément un rapport. Le ministre avait une merveilleuse occasion de dire: «Nous collaborerons et nous construirons votre fonderie. Oublions la subvention—nous allons la construire pourvu que nous détenions la majorité des actions et que nous en soyions propriétaires, ou bien nous allons fournir la moitié des fonds pour la construire et nous assurer une part de propriété dans l'usine parce que nous allons décider de l'utilisation des produits.»

Monsieur l'Orateur, avec Sudbury le Canada contrôle tout le nickel du monde, grâce à la fonderie de Sudbury et nous pourrions contrôler tout l'acier inoxydable du monde, si nous le voulions et toute la fabrication de centaines de sous-produits composés de nickel si coûteux. Nous dominerions tout cela, monsieur l'Orateur, si nous étions prêts à prendre la décision.

Nous allons éudier nonchalamment ce projet de loi et l'adopter, car les députés ministériels estiment que si le cabinet l'a présenté, ils doivent se prononcer en sa faveur. Ne serait-il pas temps de prendre une décision au sujet de la construction d'une autre fonderie dans la ville de Cobalt, qui serait suffisamment perfectionnée pour raffiner le platine et tous les métaux bruts? Cette fonderie serait la seule du genre au Canada, car les minéraux sont extraits dans cette région, de sorte que nous ne serions plus obligés d'envoyer une certaine proportion de nos matières brutes en Norvège et ailleurs. N'est-il pas

[M. Peters.]

temps de prendre cette décision? Ce n'est pas une décision capitale qui serait très coûteuse. Je ne m'oppose pas à ce que la libre entreprise exploite cette usine. Je ne suis pas particulièrement intéressé à étendre la fonction publique dans le domaine de l'industrie, mais je crois qu'il est temps de prendre une décision au sujet de l'emplacement, de la nature et de l'existence même de cette usine.

Tant que nous n'aurons pas pris ces décisions, monsieur l'Orateur, nous nous dépenserons en vain. Nous prendrons des mesures curieuses, avec des résultats curieux, mais nous ne décidons pas vraiment si notre industrie restera canadienne ou si des étrangers auront la haute main sur elle.

Lors des séances du comité, le député d'Oshawa Whitby a mentionné la Turquie, ce qui a déclenché le rire général. Je crois avoir ri, moi aussi, parce que j'ignore ce que les Turcs font, mais il a dit qu'ils avaient décidé d'exiger un contrôle de 49 p. 100 de leur industrie. Nous hésitons à prendre la Turquie comme exemple, car nous ne sommes pas très au courant de sa situation; nous prendrons donc un meilleur exemple.

Dans le domaine des ressources naturelles, le Japon traite des affaires énormes avec notre pays, et pourtant il exige que les entreprises étrangères qui s'installent au Japon soient contrôlées par des Japonais. Ils doivent nous trouver idiots au Canada de leur donner le plein contrôle de nos ressources naturelles et de les laisser les sortir du pays pour les usiner au Japon. C'est la source d'un si grand nombre d'emplois que le Japon a besoin d'un million de travailleurs de plus. Si le Canada voulait exporter ses chômeurs d'ici un an, ils pourraient aller au Japon. Je suis sûr qu'ensemble on parviendrait à mettre au point un programme, car ce pays a vraiment besoin de travailleurs. Et à quoi les emploieraient-ils, monsieur l'Orateur? Au traitement des matières premières importées du Canada pour une bouchée de pain, parce que nous Canadiens n'avons pas assez de jugeote pour les exploiter chez nous.

Des voix: Très juste!

M. Peters: Nous allons vendre nos matières premières à un autre pays, qui ensuite nous demandera de nous y rendre pour travailler dans ses industries secondaires, afin d'en tirer un bénéfice.

Une voix: C'est honteux!

Une voix: Et ils nous revendront le produit.

M. Peters: Oui, et nous l'achèterons. Monsieur l'Orateur, la voiture que je conduis est japonaise —

Une voix: C'est honteux!

M. Peters: Ils vendront les écrous et les boulons, et les articles que nous devrions fabriquer.

Une voix: Pourquoi n'achetez-vous pas une voiture canadienne?

M. Peters: Il n'y a pas de voiture canadienne, monsieur l'Orateur. Vous êtes assez bête, monsieur l'Orateur, pour penser que je devrais aller acheter une automobile canadienne—mais c'est un animal qui n'existe pas.